

Normandie Stat's

Bulletin trimestriel de l'emploi, du marché du travail et des politiques d'emploi de la DREETS de Normandie

N° 28 - août 2021

Le marché du travail au 2ème trimestre 2021

Au deuxième trimestre 2021, en Normandie, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit en moyenne sur le trimestre à 162 100. Ce nombre baisse de 1,5 % sur le trimestre (soit - 2 520 personnes) et de 19,0 % sur un an. En France métropolitaine, ce nombre baisse de 1,4 % ce trimestre (- 15,3 % sur un an).

En Normandie, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité (catégories A, B, C) s'établit en moyenne à 277 980 au premier trimestre 2021. Ce nombre baisse de 0,8 % sur le trimestre (soit - 2 180 personnes) et de 4,3 % sur un an.

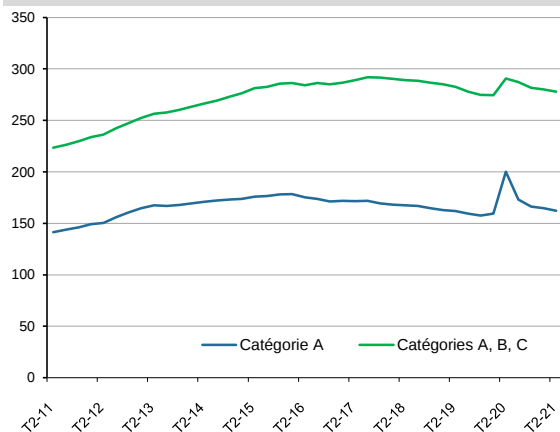
En France métropolitaine, ce nombre baisse de 0,5 % ce trimestre (- 2,1 % sur un an).

	DE catégorie A (moyenne trimestrielle CVS-CJO*)		DE catégories A, B, C (moyenne trimestrielle CVS-CJO*)	
	2ème trim. 2021	Évolution sur un trimestre (%)	2ème trim. 2021	Évolution sur un trimestre (%)
Calvados	33 260	- 0,8	57 220	- 0,7
Eure	29 640	- 2,6	51 540	- 0,8
Manche	18 070	- 1,8	32 970	- 1,2
Orne	12 130	- 0,1	20 920	- 0,4
Seine-Maritime	69 000	- 1,6	115 320	- 0,7
Normandie	162 100	- 1,5	277 980	- 0,8
France métro.	3 510,5	- 1,4	5 688,7	- 0,5
(en milliers, données CVS-CJO)				

Source : Pôle emploi - Dares, STMT, traitements Dares
*CVS-CJO : Corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables
*DE : Demandeurs d'Emploi

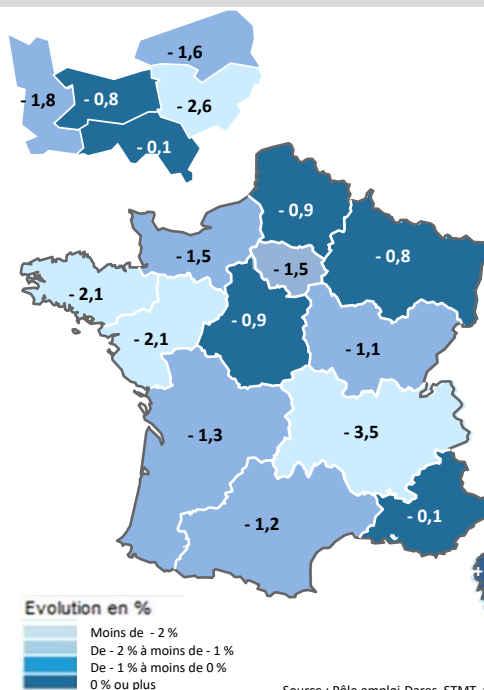
**- 1,5 % de demandeurs
d'emploi de catégorie A
sur un trimestre**

Demandeurs d'emploi en catégories A et A, B, C en Normandie



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares,
Données CVS-CJO (en milliers)

Évolution sur un trimestre du nombre
de demandeurs d'emploi de catégorie A par région



Evolution en %

Moins de - 2 %
De - 2 % à moins de - 1 %
De - 1 % à moins de 0 %
0 % ou plus

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares,
Données CVS-CJO

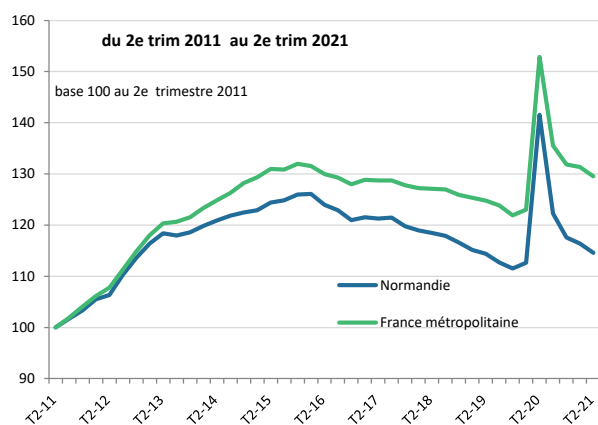
Marché du travail

Demandeurs d'emploi catégorie A au 2ème trimestre 2021

Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Ensemble	33 260	29 640	18 070	12 130	69 000	162 100	3 510 500
évolution sur un trimestre	-0,8%	-2,6%	-1,8%	-0,1%	-1,6%	-1,5%	-1,4%
évolution sur un an	-19,3%	-17,2%	-23,6%	-18,4%	-18,5%	-19,0%	-15,3%
Femmes	16 010	14 660	8 740	5 570	33 570	78 550	1 712 100
évolution sur un trimestre	+0,1%	-2,6%	-0,8%	-0,4%	-1,8%	-1,4%	-1,0%
évolution sur un an	-17,1%	-16,2%	-22,5%	-18,7%	-15,6%	-17,1%	-14,0%
Moins de 25 ans	5 260	4 680	2 950	1 950	11 530	26 370	482 900
évolution sur un trimestre	+0,8%	-3,1%	-3,0%	+2,1%	-3,3%	-2,1%	-2,1%
évolution sur un an	-26,8%	-22,6%	-32,6%	-25,0%	-25,1%	-26,0%	-21,1%
Plus de 50 ans	8 710	8 090	5 190	3 460	17 580	43 040	961 200
évolution sur un trimestre	+0,1%	-1,3%	-0,2%	+0,9%	-0,8%	-0,5%	-0,3%
évolution sur un an	-10,3%	-11,1%	-14,4%	-8,2%	-11,5%	-11,3%	-8,7%

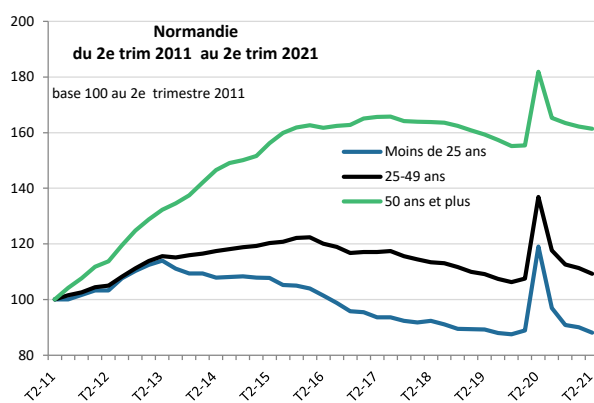
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi



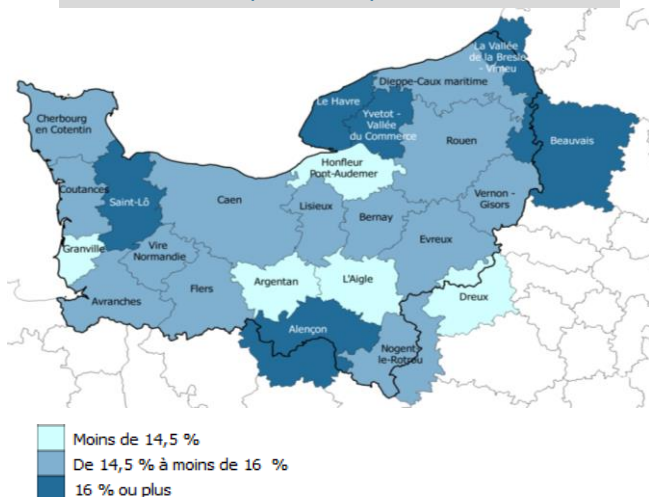
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi par tranche d'âge



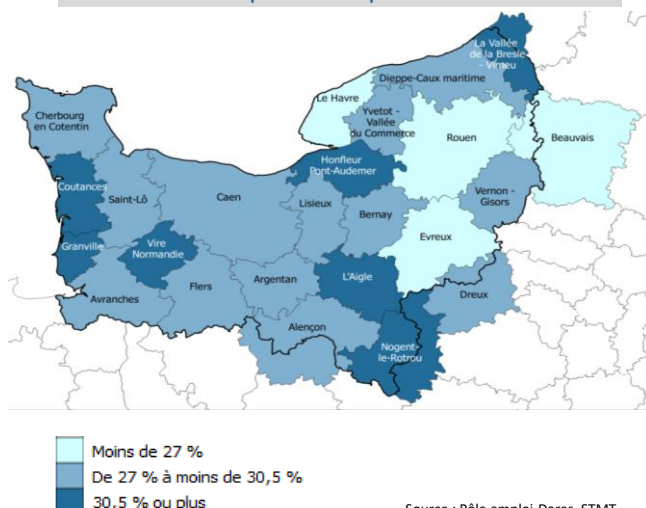
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Part des moins de 25 ans dans la DE catégorie A au 2e trimestre 2021 par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

Part des 50 ans et plus dans la DE catégorie A au 2e trimestre 2021 par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

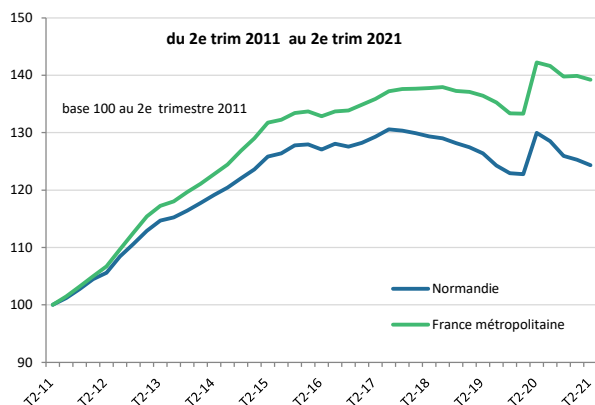
Marché du travail

Demandeurs d'emploi catégories A, B, C au 2ème trimestre 2021

Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Ensemble	57 220	51 540	32 970	20 920	115 320	277 980	5 688 700
évolution sur un trimestre	-0,7%	-0,8%	-1,2%	-0,4%	-0,7%	-0,8%	-0,5%
évolution sur un an	-5,0%	-1,8%	-7,5%	-3,5%	-4,3%	-4,3%	-2,1%
Femmes	29 900	27 670	17 970	10 730	59 530	145 790	2 929 500
évolution sur un trimestre	-0,3%	-0,6%	-0,7%	-0,4%	-0,9%	-0,7%	-0,3%
évolution sur un an	-3,5%	-1,1%	-6,1%	-3,4%	-3,3%	-3,3%	-1,6%
Moins de 25 ans	8 400	7 690	4 920	3 350	18 250	42 620	737 100
évolution sur un trimestre	-1,3%	-1,9%	-4,5%	+0,3%	-2,5%	-2,1%	-1,7%
évolution sur un an	-13,3%	-6,0%	-18,0%	-8,0%	-10,5%	-11,0%	-7,3%
Plus de 50 ans	14 590	13 350	9 080	5 630	28 070	70 720	1 504 700
évolution sur un trimestre	+0,7%	-0,1%	+0,1%	+1,3%	-0,1%	+0,2%	+0,5%
évolution sur un an	+1,5%	+0,4%	-2,3%	+1,1%	-0,8%	-0,2%	+1,7%
Inscrits depuis un an et plus	28 770	27 300	16 310	10 640	61 890	144 910	2 861 200
évolution sur un trimestre	-1,2%	-1,6%	-1,7%	-1,2%	-1,7%	-1,5%	-0,9%
évolution sur un an	+4,4%	+3,0%	+2,3%	+4,7%	+3,0%	+3,3%	+6,6%

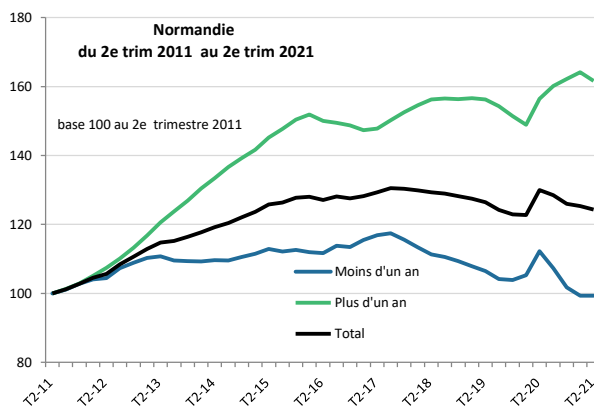
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi



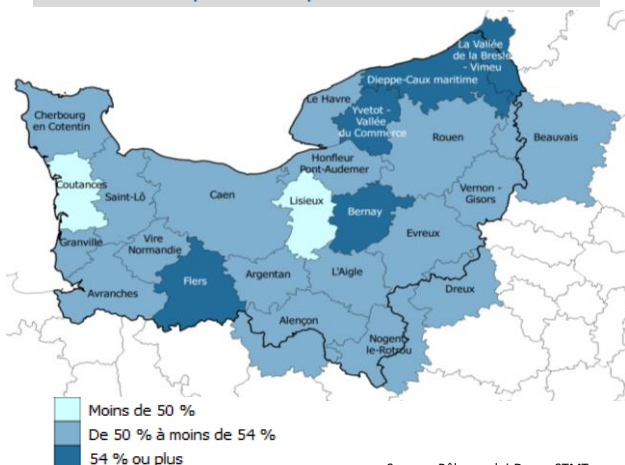
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi par ancienneté



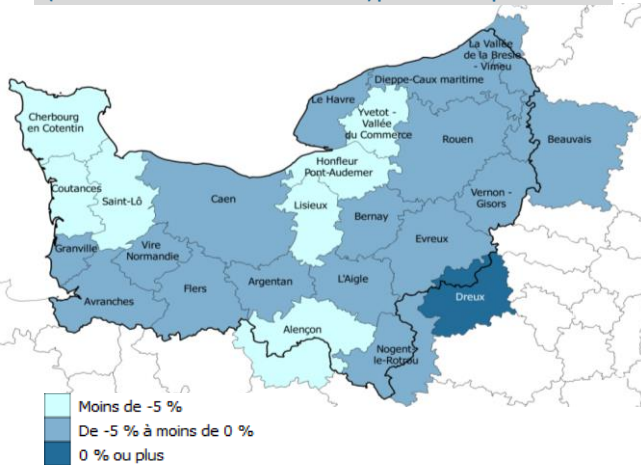
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Part des inscrits depuis plus d'un an dans la DE catégories A,B,C au 2e trimestre 2021 par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

Evolution annuelle de la DE catégories A,B,C (2e trimestre 2020 au 2e trimestre 2021) par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

Marché du travail

Entrées et sorties de catégories A, B, C en Normandie

Définition

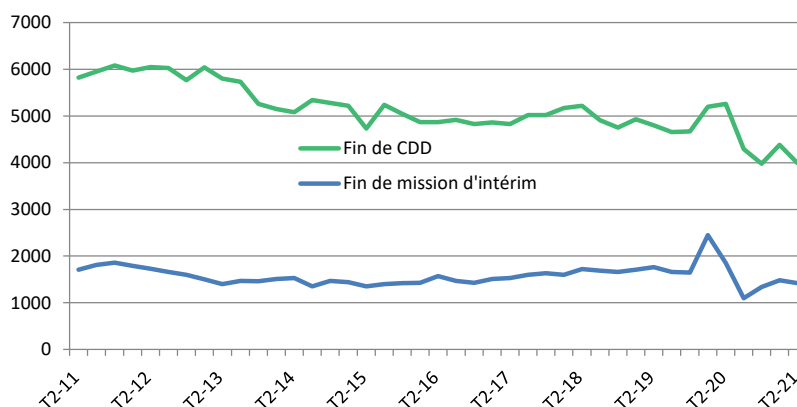
Demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis* sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent depuis 2009, à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi selon les catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins dans le mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

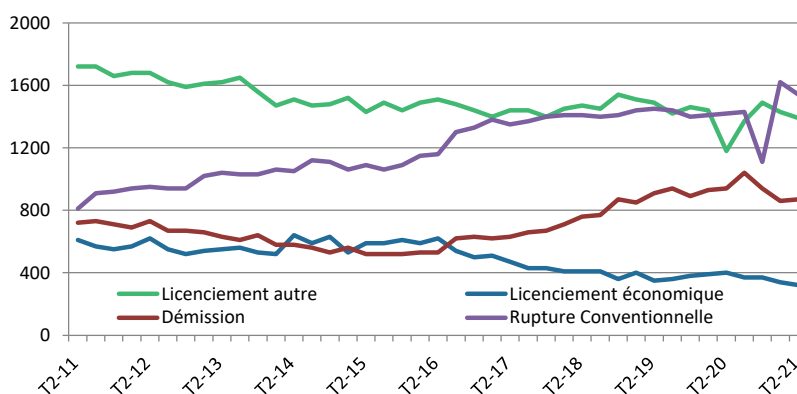
*Cnis : Conseil national de l'information statistique

Entrées à Pôle emploi



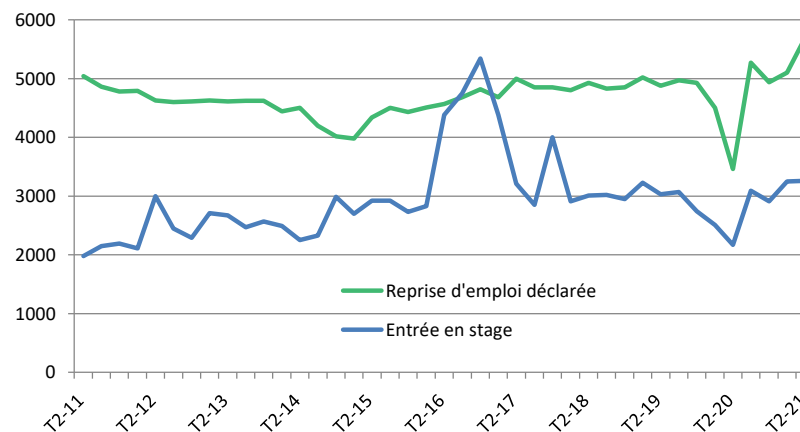
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares, Données CVS-CJO

Entrées à Pôle emploi suite à une rupture de contrat



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares, Données CVS-CJO

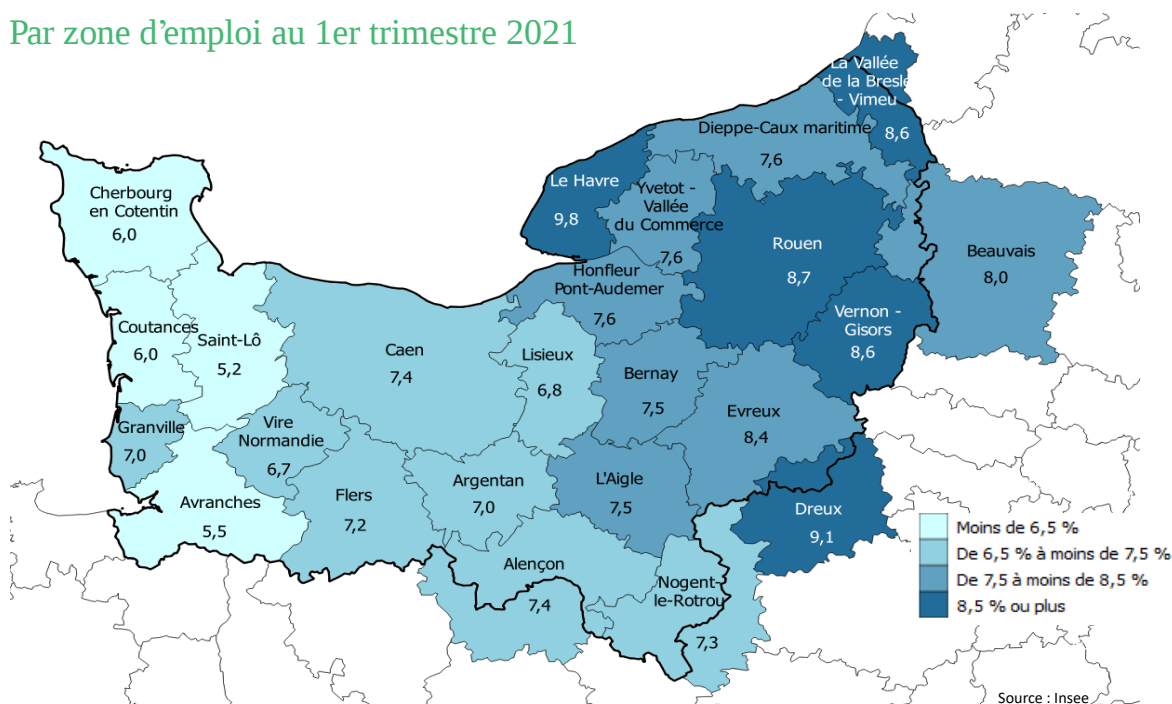
Sorties de Pôle emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares, Données CVS-CJO

Taux de chômage

Par zone d'emploi au 1er trimestre 2021



	T1 2020	T4 2020	T1 2021	Évolution (en points)	
				Sur un trimestre	Sur un an
Calvados	7,2	7,2	7,3	+ 0,1	+ 0,1
Eure	7,9	8,0	8,0	0,0	+ 0,1
Manche	5,9	5,8	5,8	0,0	- 0,1
Orne	7,3	7,3	7,2	- 0,1	- 0,1
Seine-Maritime	9,0	8,8	8,8	0,0	- 0,2
Normandie	7,8	7,7	7,8	+ 0,1	0,0
France métro.	7,6	7,8	7,8	0,0	+ 0,2

Source : Insee

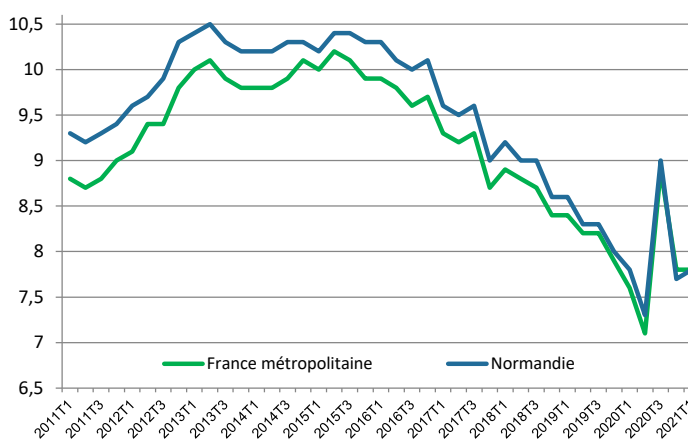
Définition

Le taux de chômage au sens du BIT est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active. En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau International du Travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence,
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours,
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler. Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dits "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

Evolution du taux de chômage



Définition

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul, périodicité et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes au chômage et des personnes en âge de travailler, de 15 à 64 ans, en emploi). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Emploi salarié

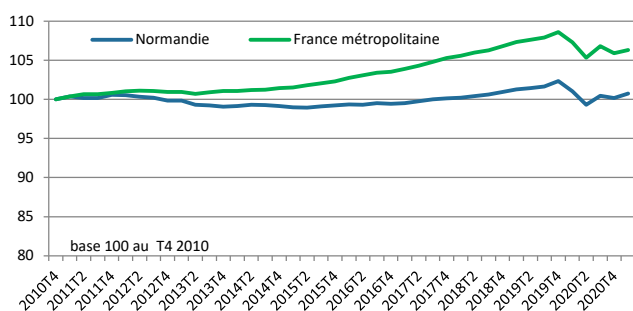
1er trimestre 2021

Données Corrigées des Variations Saisonnières	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Industrie	31 886	35 906	37 122	18 960	71 840	195 715	3 071 126
évolution du trimestre	+0,3%	-0,4%	+0,9%	+0,1%	-0,4%	+0,0%	+0,1%
évolution sur un an	-1,3%	-1,9%	+1,5%	-1,0%	-2,6%	-1,4%	-1,4%
Construction	14 965	10 998	12 154	5 516	30 562	74 195	1 455 800
évolution du trimestre	+0,9%	+1,4%	-0,4%	+0,6%	+1,0%	+0,8%	+1,3%
évolution sur un an	+2,0%	+5,6%	+0,2%	+2,0%	+2,0%	+2,2%	+3,7%
Tertiaire marchand (1)	117 978	69 000	63 698	31 443	204 445	486 564	12 072 241
évolution du trimestre	+0,2%	+0,8%	+0,9%	+0,6%	+0,1%	+0,4%	+0,4%
évolution sur un an	+1,0%	+4,5%	+3,5%	+5,5%	+3,2%	+3,0%	+1,4%
Emploi salarié marchand (2)	169 256	117 851	117 905	58 458	310 160	773 630	16 902 567
évolution du trimestre	+0,2%	+0,5%	+0,7%	+0,4%	+0,0%	+0,3%	+0,4%
évolution sur un an	+0,7%	+2,4%	+2,6%	+2,8%	+1,6%	+1,8%	+1,1%
Tertiaire non marchand	86 430	56 710	56 146	32 773	158 170	390 229	7 858 759
évolution du trimestre	-0,3%	+1,4%	+0,3%	+0,1%	+0,4%	+0,3%	+0,2%
évolution sur un an	+0,7%	+0,5%	+0,1%	-0,0%	+2,9%	+1,4%	+1,1%
Emploi salarié total	255 685	174 562	174 052	91 231	468 329	1 163 859	24 761 326
évolution du trimestre	+0,0%	+0,8%	+0,5%	+0,3%	+0,2%	+0,3%	+0,3%
évolution sur un an	+0,7%	+1,8%	+1,8%	+1,8%	+2,0%	+1,6%	+1,1%

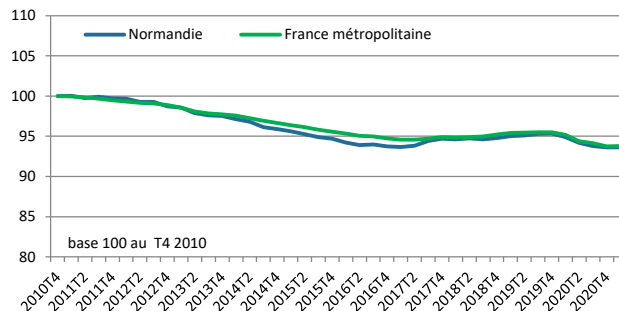
(1) : yc intérim (2) : yc secteur agricole

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee

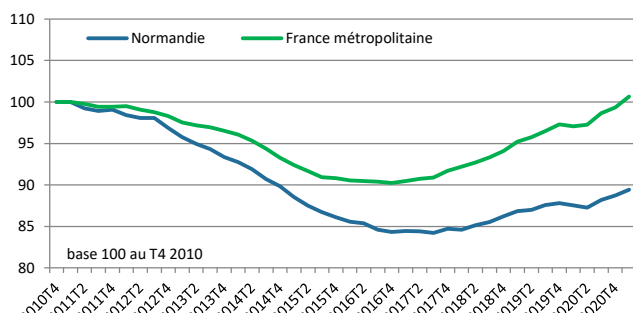
Tertiaire marchand (hors intérim)



Industrie

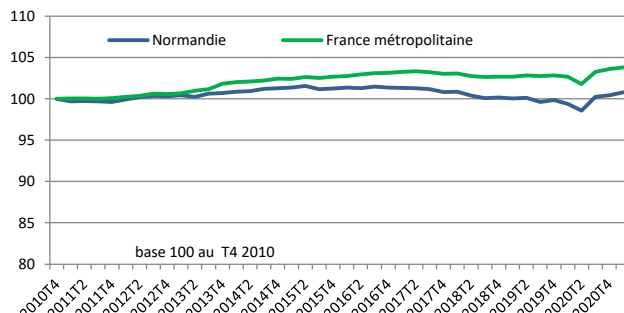


Construction



Données CVS

Tertiaire non marchand



Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee

Définition

Depuis le premier trimestre 2017, les données sont établies en coproduction avec l'Acof (champ privé hors intérim) et la Dares (sur l'intérim). À partir de la validité du premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Sont ainsi ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

Les séries sont corrigées des variations saisonnières et les coefficients de correction de variations saisonnières sont révisés chaque trimestre. D'un trimestre à l'autre, les chiffres des trimestres précédents peuvent être révisés.

Avertissement

L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

Les données portent sur l'ensemble de l'économie y compris les nouvelles données portant sur l'agriculture et l'emploi public dans les secteurs non marchands (administration, éducation, santé et action sociale), sur la France métropolitaine.

Intérim en équivalent-emplois à temps plein

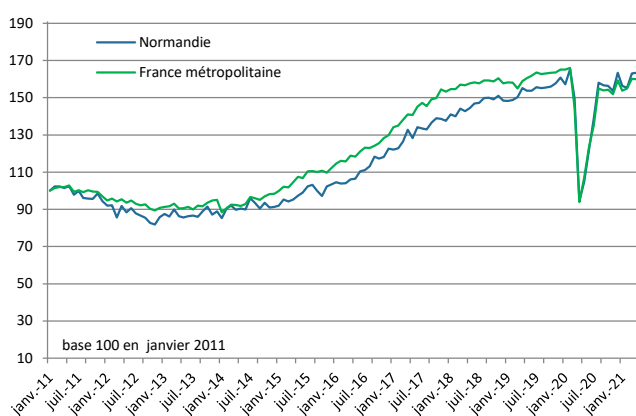
avril 2021

Données Corrigées des Variations Saisonnières	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Industrie	3 118	4 188	2 704	2 488	6 310	18 809	254 055
évolution sur un mois	-0,1%	+1,9%	+1,5%	+0,3%	+3,2%	+1,7%	+0,4%
évolution sur un an	+77,0%	+82,5%	+93,4%	+73,1%	+152,8%	+100,4%	+95,9%
Construction	1 688	805	1 192	285	3 907	7 878	143 599
évolution sur un mois	-2,1%	+4,3%	-1,0%	-7,5%	-1,1%	-1,0%	-1,7%
évolution sur un an	+803,2%	+891,1%	+764,6%	+508,8%	+787,8%	+782,2%	+587,1%
Tertiaire	3 702	3 139	1 489	829	5 158	14 317	327 192
évolution sur un mois	+0,9%	-0,4%	-5,5%	+0,6%	+1,8%	+0,2%	-0,2%
évolution sur un an	+84,0%	+65,1%	+59,2%	+76,0%	+74,0%	+72,8%	+70,3%
Ensemble des secteurs	8 575	8 165	5 439	3 633	15 428	41 241	728 533
évolution sur un mois	-0,1%	+1,2%	-1,1%	+0,1%	+1,6%	+0,7%	-0,3%
évolution sur un an	+113,1%	+89,8%	+115,7%	+85,5%	+160,4%	+120,2%	+111,1%

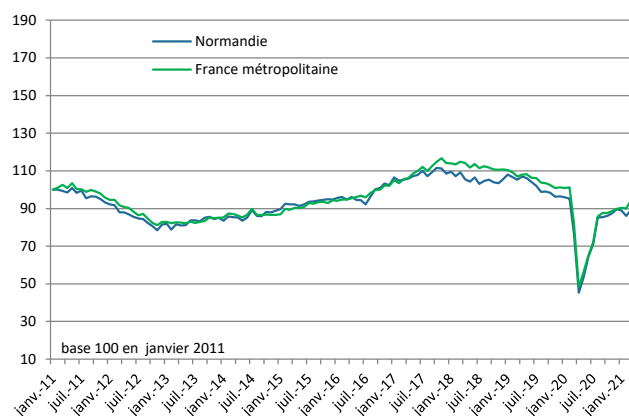
Les statistiques sont établies au lieu de l'établissement utilisateur

Source : Dares, traitements DREETS SESE

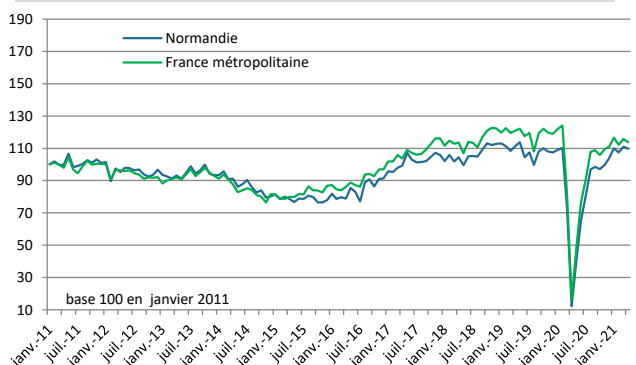
Tertiaire



Industrie

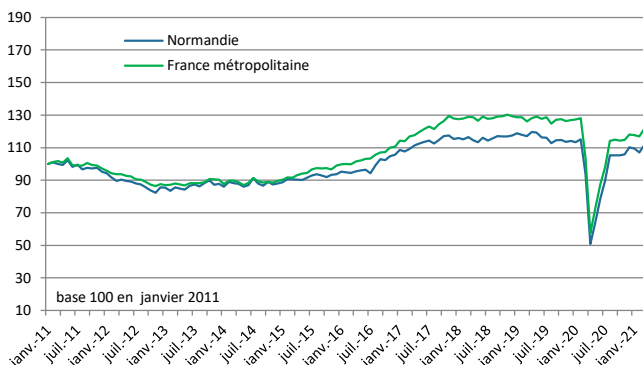


Construction



Données CVS

Tous secteurs



Source : Dares, traitements DREETS SESE

Source

Depuis mi-2016, la source historique des statistiques d'intérim (les relevés mensuels de mission – RMM – adressés à Pôle emploi par les établissements de travail temporaire) est progressivement substituée par la nouvelle déclaration sociale nominative (DSN). Le taux de substitution se situe, depuis début 2017, à près de 95 %. À partir de cette information mensuelle, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. Ces statistiques intègrent désormais les CDI intérimaires. Les séries des principaux indicateurs figurent sur le site du ministère du Travail.

Les indicateurs sur l'intérim sont ventilés selon le secteur et le département des établissements utilisateurs des intérimaires. La nomenclature utilisée pour la description des secteurs utilisateurs est la Nomenclature agrégée (NA) afférente à la nouvelle Nomenclature d'activités française (NAF rév.2). Les données sont régulièrement révisées en raison de l'actualisation des coefficients de correction des variations saisonnières.

Définition

Equivalent-emplois à temps plein (ETP) :

Rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires au nombre total de semaines ouvrées. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent-emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés. À l'inverse, cette mesure de l'équivalent-emplois à temps plein ne prend pas en compte le fait que certaines missions peuvent être à temps partiel.

On pourra parler de « volume de travail temporaire » pour désigner l'équivalent-emplois à temps plein. Cet indicateur donne une idée du volume moyen d'intérim sur le mois, et se différencie donc du nombre d'intérimaires qui donne une idée de stock en fin de mois.

Politiques d'aide à l'emploi : l'apprentissage

Campagne 2020 - 2021

Contrats d'apprentissage enregistrés en Normandie
selon le département de l'employeur

	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE
Campagne 2020 - 2021*						
Secteur privé	6 384	4 099	4 431	2 146	9 949	27 009
Secteur public	118	93	77	31	231	550
Ensemble	6 502	4 192	4 508	2 177	10 180	27 559
Campagne 2019 - 2020						
Secteur privé	3 894	3 211	3 557	1 754	6 980	19 396
Secteur public	113	69	72	28	236	518
Ensemble	4 007	3 280	3 627	1 788	7 190	19 892

Sources : Dares, SI Apprentissage - traitements : DREETS ESE
Campagne : juin à mai / * Campagne 2020-2021 : Données de juin 2020 à avril 2021

Définitions

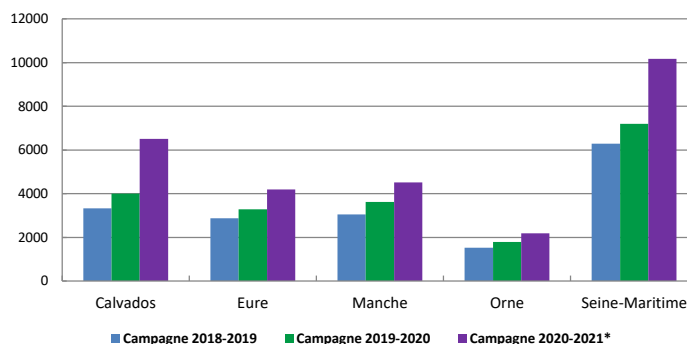
Contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail conclu entre un employeur et un salarié. Son objectif est de permettre à un jeune de suivre une formation générale, théorique et pratique, en vue d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme ou un titre professionnel. L'apprentissage repose sur le principe de l'alternance entre enseignement théorique en centre de formation d'apprentis (CFA) et enseignement du métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti a signé son contrat.

Campagne

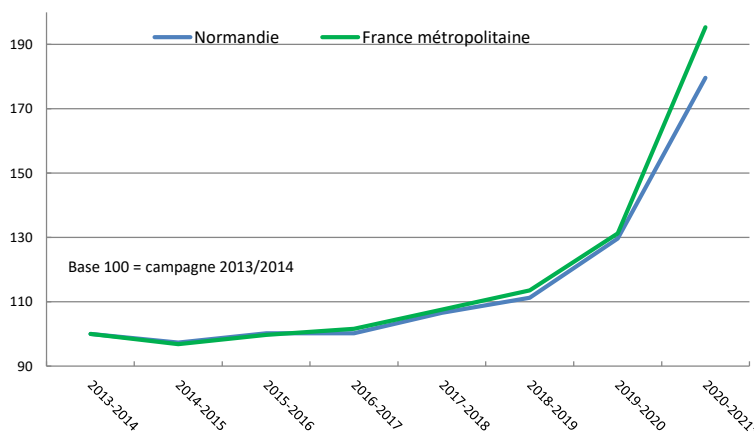
Les contrats d'apprentissage sont comptabilisés sur une « campagne » qui commence en juin et se termine en mai de l'année suivante.

Contrats d'apprentissage enregistrés



Sources : Dares, SI Apprentissage - traitements : DREETS ESE
* Campagne 2020-2021 : Données de juin 2020 à avril 2021

Evolution du nombre d'entrées en contrats d'apprentissage par campagne



Sources : Dares, SI Apprentissage - traitements : DREETS ESE
* Campagne 2020-2021 : Données de juin 2020 à avril 2021

Politiques d'aide à l'emploi

PEC : Parcours Emploi Compétences

PEC Jeunes

Au 24 juillet 2021, 926 entrées en Parcours Emploi Compétences Jeunes en Normandie

Parcours Emploi Compétences Jeunes Demandes d'aides initiales et renouvellements	Objectif physique indicatif 2021 (hors éducation nationale)	Flux de prescriptions depuis le 01/01/2021	Taux de prescriptions (en %)
Au 24 juillet 2021			
Calvados	743	150	20,2
Eure	742	177	23,9
Manche	460	84	18,3
Orne	314	116	36,9
Seine-Maritime	1 610	399	24,8
Normandie	3 869	926	23,9
France	79 119	15 744	19,9

Source : Système d'Information Décisionnel (SID) - DGEFP
Données hors éducation nationale

Définition

Parcours emploi-compétences

Les contrats unique d'insertion – contrat d'accompagnement dans l'emploi deviennent le support des parcours emploi compétences.

La mise en œuvre des parcours emploi compétences repose sur le triptyque emploi-formation-accompagnement : un emploi permettant de développer des compétences transférables, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public de l'emploi, avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail.

PEC QPV (Quartiers prioritaires de la politique de la ville) ZRR (Zones de revitalisation rurale)

Au 24 juillet 2021, 624 entrées en Parcours Emploi Compétences QPV ZRR en Normandie

Parcours Emploi Compétences QPV ZRR Demandes d'aides initiales et renouvellements	Objectif physique indicatif 2021 (hors éducation nationale)	Flux de prescriptions depuis le 01/01/2021	Taux de prescriptions (en %)
Au 24 juillet 2021			
Calvados	397	91	22,9
Eure	209	48	23,0
Manche	362	81	22,4
Orne	430	208	48,4
Seine-Maritime	714	196	27,5
Normandie	2 112	624	29,5
France	48 000	15 112	31,5

Source : Système d'Information Décisionnel (SID) - DGEFP
Données hors éducation nationale

Avertissement

Des bénéficiaires des PEC peuvent se retrouver parmi les PEC Jeunes et les PEC QPV ZRR, il n'est donc pas possible de les additionner.

Le volume de prescription QPV + ZRR peut être supérieur au volume total de conventions validées du fait de QPV présent sur des communes classées ZRR.

Emploi Francs

Au 20 juin 2021, 449 entrées en Emplois Francs en Normandie

Demandes d'aides initiales et renouvellements	Objectif physique indicatif 2021	Flux de prescriptions depuis le 01/01/2021	Taux de prescriptions (en %)
Au 20 juin 2021			
Calvados	173	92	53,2
Eure	170	63	37,1
Manche	95	59	62,1
Orne	58	27	46,6
Seine-Maritime	564	208	36,9
Normandie	1 060	449	42,4
France	29 200	12 606	43,2

Source : Système d'Information Décisionnel (SID) - DGEFP
Les objectifs départementaux sont en cours de définition

Définition

Emploi Francs

L'objectif des emplois francs est de répondre de manière innovante aux difficultés d'accès à l'emploi que rencontrent certains de nos concitoyens, résidents des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Attaché à la personne et non à la localisation de l'entreprise, ce dispositif vise à promouvoir la mobilité par l'inclusion dans l'emploi durable.

Une aide financière est versée à toute entreprise ou association du territoire national, pour l'embauche en CDI ou en CDD d'au moins 6 mois, d'une personne résidant dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV).

Accompagnement des jeunes vers l'emploi

Par les missions locales

PACEA : Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie

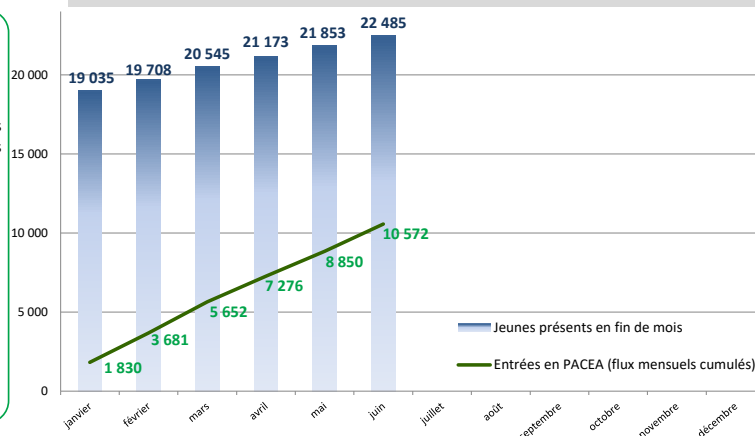
Définition

PACEA

Le PACEA est le nouveau cadre contractuel de l'accompagnement des jeunes par les missions locales depuis le 1^{er} janvier 2017. Il répond à un objectif de lisibilité et de simplification.

Le PACEA est constitué de phases d'accompagnement successives qui peuvent s'enchaîner pour une durée maximale de 24 mois consécutifs.

Stock en fin de mois et entrées cumulées depuis le début de l'année 2021



Source : DGEFP

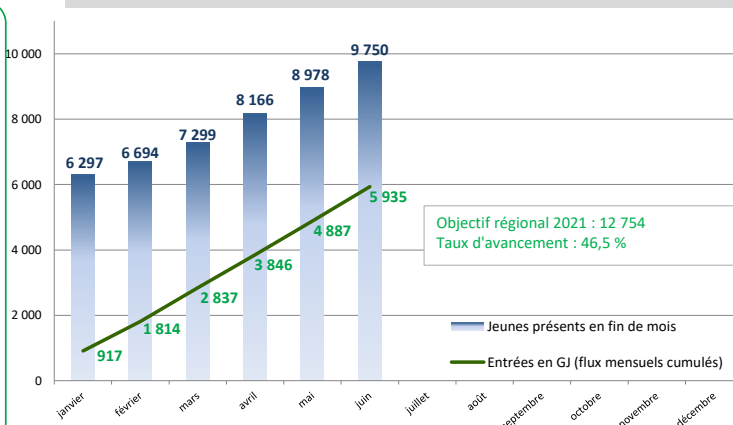
Dont Garantie Jeunes (GJ)

Définition

La Garantie Jeunes

La Garantie jeunes est un droit ouvert qui s'adresse aux jeunes de 16 à moins de 26 ans, en situation de précarité qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en étude (NEET). Pour favoriser leur insertion dans l'emploi, ils sont accompagnés de manière intensive et collective et bénéficient de mises en situation professionnelle. Cet accompagnement est assorti d'une aide financière pour faciliter leurs démarches d'accès à l'emploi.

Stock en fin de mois et entrées cumulées depuis le début de l'année 2021



Source : DGEFP

Avertissement

PACEA et Garantie Jeunes

La Garantie Jeunes, depuis sa généralisation, constitue une modalité spécifique du PACEA. Aucun jeune ne pourra donc entrer en Garantie jeunes sans avoir simultanément ou au préalable intégré un PACEA.

Entrées dans le dispositif depuis le 01/01/2021	PACEA	Dont Garantie Jeunes
Au 30 juin 2021		
Calvados	1 740	809
Eure	1 914	1 028
Manche	1 534	716
Orne	814	441
Seine-Maritime	4 570	2 941
Normandie	10 572	5 935
France métropolitaine	197 315	70 130

Source : DGEFP

Insertion par l'Activité Economique (IAE)

1er trimestre 2021

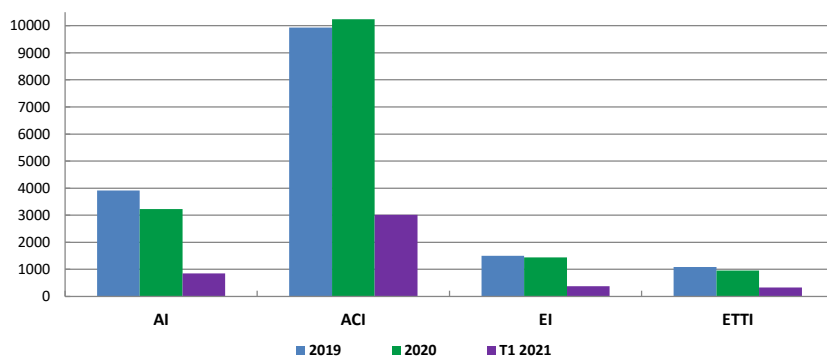
Entrées dans une structure de l'IAE	Types de structures				Ensemble des structures
	AI	ACI	EI	ETTI	
Hommes	319	1 920	283	259	2 781
Moins de 26 ans	87	305	58	92	542
Entre 26 et 49 ans	171	1 202	178	141	1 692
50 ans ou plus	61	413	47	26	547
Femmes	533	1 100	99	69	1 801
Moins de 26 ans	101	154	14	22	291
Entre 26 et 49 ans	315	709	64	40	1 128
50 ans ou plus	117	237	21	7	382
Ensemble	852	3 020	382	328	4 582

Source : Dares, traitements DREETS SESE

Caractéristiques des entrées dans l'IAE (%)	Types de structures				Ensemble des structures
	AI	ACI	EI	ETTI	
Inscrits à Pôle emploi	81,2	95,5	90,1	90,2	92,0
Depuis moins de 6 mois	26,2	19,9	11,8	14,9	20,0
Entre 6 mois et 1 an	13,0	13,4	16,5	23,5	14,3
Entre 1 an et 2 ans	14,0	20,8	22,5	26,2	20,1
Depuis 2 ans ou plus	28,1	41,4	39,3	25,6	37,6
Bénéficiaires du RSA	17,5	60,5	31,9	27,7	47,8
Travailleurs handicapés	7,2	8,6	6,0	2,4	7,7

Source : Dares, traitements DREETS SESE

Entrées dans les structures de l'IAE



Source : Dares, traitements DREETS SESE

Définition

Insertion par l'Activité Economique

L'insertion par l'activité économique (IAE) est un accompagnement dans l'emploi proposé aux personnes les plus éloignées de l'emploi afin de faciliter leur insertion sociale et professionnelle.

Il y a quatre types de structures : les associations intermédiaires (AI) qui proposent des services à la personne, les ateliers et chantiers d'insertion (ACI), ils concernent tous secteurs d'activité, les entreprises d'insertion (EI) qui opèrent dans les biens et services marchands et les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) spécialisées dans les secteurs couverts par le travail temporaire.

Situation du salarié à la sortie indiquée par l'employeur (cumul 1 an de avril 2020 à mars 2021)

Sorties examinées* (%)	Types de structures				Ensemble des structures
	AI	ACI	EI	ETTI	
Nombre de sorties examinées	2 310	2 465	391	943	6 109
Embauches en CDI	14,9	4,8	10,2	8,7	9,6
Embauches en CDD	28,1	14,8	15,9	27,6	21,8
Entrées en formation ou dans une autre structure IAE	13,7	12,0	7,7	10,0	12,1
Autres sorties positives	3,2	7,5	7,4	0,7	4,9
Ensemble des sorties positives	59,9	39,2	41,2	47,0	48,4
Ruptures pendant la période d'essai	4,1	6,9	6,9	0,0	4,7
Autres sorties négatives	36,0	54,0	51,9	53,0	46,9

Source : Dares, traitements DREETS SESE

Sorties examinées* : sortie dont la situation est renseignée par l'employeur, cela représente 6 109 sorties sur un total de 16 147

Mutations économiques

Activité partielle

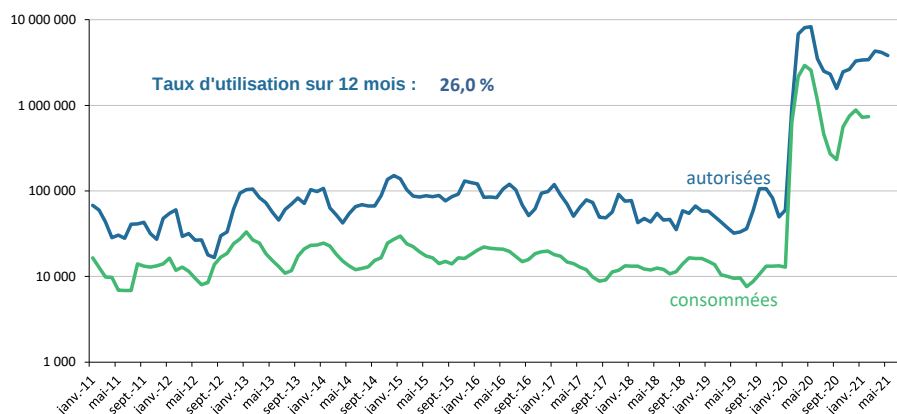
	Nombre de journées autorisées		
	juin 2020	Cumul de juillet 2020 à juin 2021	Variation Cumul/ 12 mois précédents (%)
Calvados	374 200	8 353 236	+ 33%
Eure	345 788	4 983 882	+ 29%
Manche	148 628	3 174 551	- 27%
Orne	294 730	2 513 022	+ 9%
Seine-Maritime	1 078 189	17 491 740	+ 57%
Normandie	2 241 535	36 516 432	+ 31%
France Métro	61 733 986	857 464 393	+ 59%

Source: ASP / DGEFP - Sinapse, traitements Dares

Définition

Le dispositif de l'activité partielle (ou chômage partiel) permet aux établissements confrontés à des difficultés temporaires de diminuer ou suspendre leur activité tout en assurant aux salariés une indemnisation pour compenser leur perte de salaire. L'indemnisation, assurée par l'employeur, est partiellement prise en charge par l'État et l'Unédic.

Normandie : nombre de journées



Source : DGEFP - Sinapse, traitements Dares

Avertissement

En raison de la suppression de l'obligation d'autorisation de mars 2012 à novembre 2012, les données ne sont pas exhaustives sur cette période.

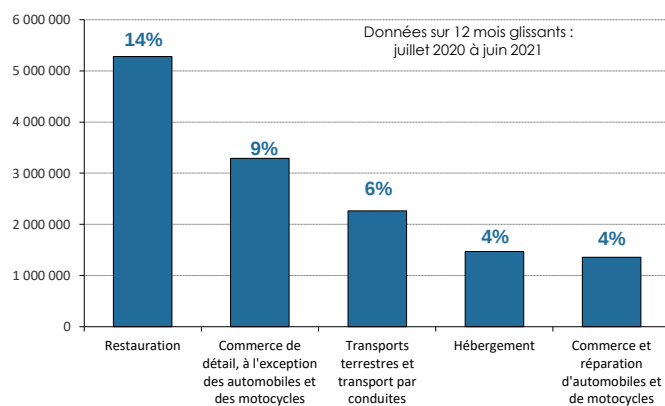
Taux d'utilisation

Il est calculé comme le rapport entre le nombre de journées réellement consommées par l'établissement et le nombre de journées autorisées par les DDETS.

NB : pour les journées consommées un recul de 3 mois est nécessaire afin de disposer de données consolidées.

Les 5 secteurs ayant demandé le plus d'activité partielle

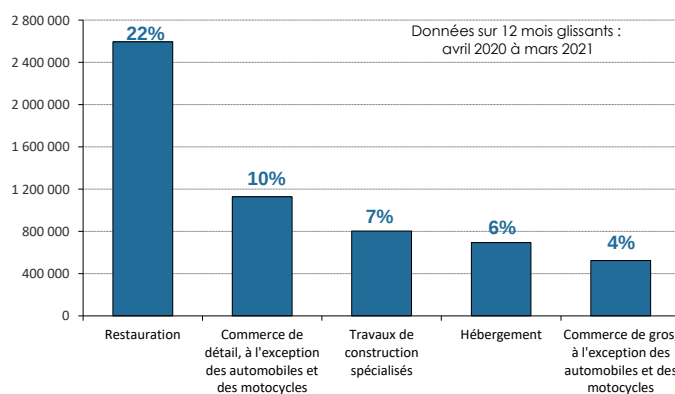
(journées autorisées)



Source: DGEFP - Sinapse, traitements Dares

Les 5 secteurs ayant consommé le plus d'activité partielle

(journées consommées)



Source: DGEFP - Sinapse, traitements Dares

Prestations de solidarités

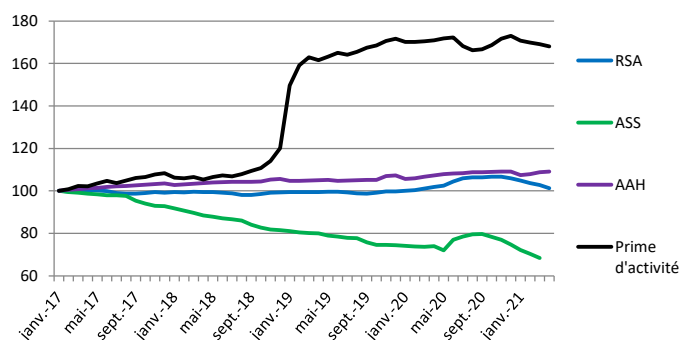
Minima sociaux d'insertion et autres prestations sociales

Nombre d'allocataires en mars 2021 et évolution en glissement annuel (en %)

	Revenu de Solidarité Active (RSA)		Allocation de Solidarités Spécifique (ASS)		Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)		Prime d'Activité	
	Nombre	Evolution	Nombre	Evolution	Nombre	Evolution	Nombre	Evolution
Calvados	15 120	+ 1,4	3 060	- 3,5	11 080	+ 1,0	50 940	- 0,8
Eure	14 210	+ 4,0	2 870	- 9,2	12 890	- 2,3	37 340	+ 0,9
Manche	8 120	+ 5,0	1 840	- 7,1	10 430	- 4,4	30 790	- 1,8
Orne	7 360	+ 2,4	1 360	- 6,8	4 960	- 0,5	18 790	- 1,8
Seine-Maritime	42 050	+ 0,1	6 930	- 7,8	29 870	+ 7,3	88 790	- 0,8
Normandie	86 860	+ 1,6	16 060	- 7,1	69 230	+ 2,0	226 650	- 0,8
France	1 996 400	+ 2,4	329 700	- 5,7	1 193 300	+ 1,8	4 476 400	- 0,3

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2 ; MSA ; Pôle emploi, FNA
Données provisoires (traitements DREES)

Evolution du nombre de bénéficiaires des prestations en Normandie



Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2 ; MSA ; Pôle emploi, FNA
Données provisoires sur les 5 derniers mois (traitement DREES)

Definition

Le **revenu de solidarité active (RSA)** s'adresse à toute personne âgée d'au moins 25 ans ou assumant la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Le RSA est une allocation différentielle qui complète les ressources du foyer pour qu'elles atteignent le seuil d'un revenu garanti, ou montant forfaitaire, dont le barème varie selon la composition familiale.

L'**allocation de solidarité spécifique (ASS)** est une allocation pour les demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail. Les allocataires de l'ASS sont les allocataires indemnisés au titre du dernier jour de chaque mois considéré.

L'**allocation aux adultes handicapés (AAH)** s'adresse aux personnes handicapées aux revenus modestes ne pouvant prétendre ni à une pension de retraite, ni à un avantage invalidité, ni à une rente d'accident du travail d'un montant au moins égal à l'AAH.

La **prime d'activité** est un complément de revenus d'activité s'adressant aux travailleurs aux revenus modestes, salariés ou non-salariés. Toute personne majeure non étudiante percevant des revenus issus d'une activité professionnelle peut bénéficier de la prime d'activité sous conditions de ressources. La prime d'activité, sous les mêmes conditions que le RSA, peut être temporairement majorée.

Aides destinées aux étudiants

Aides pour les étudiants en mai 2021

Aide Spécifique Allocation Ponctuelle (ASAP)		Nombre d'étudiants bénéficiaires	Nombre d'ASAP attribuées	Montant moyen d'une ASAP
Normandie		240	310	303
France		7 200	8 900	331
Repas à 1€		Nombre d'étudiants bénéficiaires	Nombre de repas servis	Nombre moyen de repas par étudiants
Etudiants boursiers	Normandie	5 880	41 400	7,0
	France	98 300	709 600	7,2
Etudiants non boursiers	Normandie	8 850	63 950	7,2
	France	161 700	1 140 900	7,1

Source : Cnous

Définition

L'**aide spécifique allocation ponctuelle (ASAP)** est une aide financière destinée aux étudiants en formation initiale, boursiers ou non, qui rencontrent momentanément de graves difficultés. L'aide est attribuée par les services sociaux des Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (Crous) après un travail d'évaluation sociale. Elle peut être cumulée avec une bourse sur critères sociaux.

Le **repas à 1 €**. En réponse à la crise sanitaire et depuis la rentrée universitaire 2020, les Crous proposent aux boursiers sur critères sociaux un repas complet à 1 € dans les restaurants universitaires. Depuis le 25 janvier 2021, et pendant la durée de la crise sanitaire, tous les étudiants, boursiers ou non, peuvent désormais bénéficier de deux repas par jour au tarif de 1 €.

Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE)

2020 / 2021	CALVADOS		EURE		MANCHE		ORNE		SEINE-MARITIME		NORMANDIE	
Nombre de PSE Nombre d'emplois supprimés envisagés	Données au											
	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021
	3	6	6	10	1	2	1	2	11	10	22	30
	72	135	242	450	202	71	18	18	674	398	1 208	1 072

Sources : DDETS

Définition

Toute entreprise d'au moins 50 salariés qui procède au licenciement pour motif économique d'au moins 10 salariés sur 30 jours doit élaborer un Plan de Sauvegarde de l'Emploi.

Le PSE regroupe un ensemble de mesures destinées à limiter le nombre de licenciements, notamment par des mesures de reclassement et il est obligatoirement communiqué aux DDETS.

Le nombre d'emplois supprimés envisagés est celui connu au début de la procédure lors de sa déclaration aux DDETS



Retrouvez l'ensemble des publications du Service observation Études, Statistiques et Évaluation et l'actualité de la DREETS de Normandie en vous rendant sur <https://normandie.dreets.gouv.fr/>

Directrice de la publication : Michèle LAILLER-BEAULIEU - Rédaction : SESE DREETS de Normandie

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Normandie

Tél : 02 32 76 16 20 / Fax : 02 32 76 16 79 - 14 Avenue Aristide Briand 76108 ROUEN CEDEX 1

Titre clé : Normandie stat's = ISSN 2556-5745

